



NATIONS UNIES
DJIBOUTI



NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2022





NATIONS UNIES
DJIBOUTI



NATIONS UNIES À

DJIBOUTI

RAPPORT ANNUEL 2022



TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	6
STATISTIQUES DU PAYS	8
ÉQUIPE PAYS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI	10
PARTENAIRES PRINCIPAUX AU DÉVELOPPEMENT	11
I. PRINCIPALES TENDANCES DE DÉVELOPPEMENT	12
II. RÉSULTATS DES NATIONS UNIES EN 2022	
2.1 OPPORTUNITÉS D'EMPLOI	16
2.2 ÉDUCATION, FORMATION & EMPLOYABILITÉ	20
2.3 SANTÉ, NUTRITION, EAU, HYGIÈNE, ASSAINISSEMENT	24
2.4 PROTECTION SOCIALE	26
2.5 DÉVELOPPEMENT ÉQUITABLE DES RÉGIONS	28
2.6 RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS	30
2.7 PROTECTION DES GROUPES VULNÉRABLES	34
2.8 BONNE GOUVERNANCE	38
III. APERÇU FINANCIER ET MOBILISATION DE RESSOURCES	42
V. PRIORITÉS DES NATIONS UNIES PREVUES EN 2023	44
ACRONYMES	46



AVANT-PROPOS

Ce rapport a pour but de résumer le travail que les équipes des Nations Unies, ensemble, ont effectué à Djibouti durant l'année 2022 et de montrer les résultats que les différentes agences, qu'elles soient résidentes à Djibouti ou œuvrant à distance, ont pu atteindre tout en continuant d'intensifier leur coordination et collaboration conjointe, dans l'esprit de la réforme des Nations Unies.

Pour ce qui est du développement durable, le monde n'est pas en bonne voie. Pour la première fois durant les 32 dernières années, l'Index de développement humain a reculé pour la seconde année consécutive. Les inégalités entre les pays et entre les personnes au sein des pays ne cessent de se creuser, les femmes, enfants et migrants étant disproportionnellement affectés, et les possibilités d'atteindre les Objectifs de Développement Durable (ODD) d'ici à 2030 s'amenuisent. Du côté de l'environnement, les études scientifiques indiquent que nous sommes sur le point de dépasser le seuil où il sera impossible de limiter le réchauffement global à 1.5 degrés Celsius, et d'éviter les conséquences néfastes et irréversibles pour notre planète.

Dans ce contexte global défavorable, notre équipe-pays des Nations Unies à Djibouti a néanmoins continué à déployer tous nos efforts et je suis fier de travailler en étroite collaboration avec des collègues cumulant expérience et connaissance dans de nombreux domaines. Un atout que nous sommes heureux de mettre au service du gouvernement et du peuple Djiboutien.

Comme le Secrétaire général des Nations Unies, M. Antonio Gutierrez, l'a déclaré à plusieurs reprises, il est encore possible de compléter les ODD d'ici 2030, mais il faudra un effort commun de tous les acteurs. En effet, l'atteinte des ODDs reste un défi global mais je suis convaincu qu'à Djibouti c'est possible !

Car le constat que l'on peut faire au moment où se rédige ce rapport présente beaucoup d'espoir. A ce jour, la paix est revenue dans l'Ethiopie voisine, l'activité portuaire de la République de Djibouti, présente et projetée, indique une claire augmentation ; toutes les restrictions liées au Covid sont enfin levées et le commerce mondial est réactivé tandis que l'Initiative Céréalière de la Mer Noire a facilité la stabilisation des prix des denrées au niveau global. Selon les projections, cette relance économique de la République de Djibouti devrait d'ailleurs se poursuivre en tirant profit de ses infrastructures portuaires de première qualité, de la présence de câbles de communications sous-marins et des grands investissements en énergie renouvelable. Mais surtout, la République de Djibouti continue à être un exemple de paix et de stabilité, où les problèmes sont résolus à travers le dialogue.

Enfin, je saisis l'occasion de la présentation de ce rapport pour remercier tous nos partenaires et bailleurs de fonds qui ont fait confiance au Système des Nations Unies et grâce à qui les réalisations résumées ici ont pu voir le jour. Nous espérons continuer de mériter votre confiance.

Je réitère tout particulièrement au peuple et au gouvernement Djiboutien notre engagement à œuvrer à vos côtés pour assurer que Djibouti continue son chemin vers un développement durable au profit de toutes et de tous, sans laisser personne de côté.




Jose Luis Barahona
Coordonnateur résident des Nations Unies
Djibouti




STATISTIQUES DE DJIBOUTI

ACCÈS AUX SERVICES

 Environ **1 personne sur 4** n'a pas accès à une source d'énergie fiable

 **1 personne sur 10** n'a pas accès à l'eau potable


 **65% de la population** se débarrasse des eaux usées dans la nature

Source : INSTAD (2022)


FEMMES EN POLITIQUE

 **26% de femmes** parmi les députés siègent au Parlement


INVESTISSEMENTS ÉTRANGERS



 En 2021, le flux d'IDE représentait **17,2%** de la formation brute de capital


CHÔMAGE

 **86 %** des jeunes entre 15-24 ans sont au chômage

ESPÉRANCE DE VIE ET PAUVRETÉ


 Espérance de vie : **63,4 ans**

 **65,2 ans**  **61,7 ans**


 **35,8 % de la population** vit au-dessous du seuil national de pauvreté

Source : EDAM-4, INSTAD (2017)


ACCÈS AU DIGITAL

 **59% de la population** utilise internet en 2020

Source : The World Bank Data


 En 2021, **66,16%** des adolescents utilisent les réseaux sociaux dont **33,56%** chez les filles contre **32,60%** chez les garçons

MORTALITÉ INFANTILE ET MATERNELLE

 **1 enfant sur 17** meurt avant d'avoir 1 an

 **Une femme sur 261** enceintes meurt en tentant d'accoucher


MUTILATION GENITALE FEMININE

 **21,2 %** des jeunes filles de la génération 2009-2019 ont subi une MGF comparé à **94,3 %** des femmes nées avant 1994

INSECURITE ALIMENTAIRE


 **132 000 personnes** font face à une situation d'insécurité alimentaire aigüe

Source : Analyse Insecurite Alimentaire IPC Djibouti (2022)

 **1 enfant sur 5** ayant moins de 5 ans a un retard de croissance, et plus de **2 enfants sur 5** en zone rurale

Source : Enquête SMART(2019)

ÉDUCATION

 **33,4 % des hommes** sont analphabètes, contre **47,1 % pour les femmes**

MIGRATION



 **222 560** mouvements migratoires ont été observés à Djibouti en 2022

 20%  80%

 **172 000 migrants** estimés ayant transité par Djibouti en entrant ou en sortant en 2022

 23%  77%

40 327 migrants arrivés au Yémen en passant par Djibouti en 2022

 18%  82%

et **5 901 migrants** de retour du Yémen

 4%  98%

Source : OIM Djibouti

COMPOSITION DE L'ÉQUIPE-PAYS DES NATIONS UNIES À DJIBOUTI

L'Equipe-pays des Nations unies (UNCT) à Djibouti est composée de 12 agences signataires du *Plan-Cadre des Nations unies pour l'Aide au Développement 2018-2022 (PNUAD)* étendu à 2024.

Elle compte aussi 12 autres entités onusiennes qui ont souhaité rejoindre l'UNCT ces dernières années

en raison de leur intérêt pour la mise en œuvre de programmes dans le pays.

L'UNCT est menée par le Coordonnateur résident qui assure la coordination générale des agences opérant dans le pays, avec l'appui de son bureau, et rend compte au Secrétaire général des Nations unies.



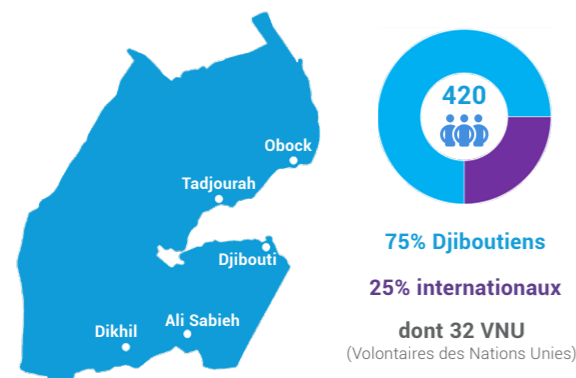
Agences résidentes



Agences non résidentes



Présence et répartition du personnel dans le pays



L'ensemble du personnel de l'ONU soutient le gouvernement et le peuple de la République de Djibouti dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODDs) afin de s'assurer que personne n'est laissé pour compte à travers ce territoire avenant et pacifique de la Corne de l'Afrique.

PARTENAIRES PRINCIPAUX POUR LE DÉVELOPPEMENT





I. PRINCIPALES TENDANCES DE DÉVELOPPEMENT

En 2022, la République de Djibouti a été affectée par une combinaison de facteurs qui ont posé un défi conséquent au développement durable dans le pays. Il s'agissait notamment de la continuation du conflit en Ethiopie durant la plus grande partie de l'année qui a eu un impact sur les activités portuaires du pays ; de la sécheresse qui a sévi dans la Corne de l'Afrique, ajoutant un stress supplémentaire aux capacités de résilience des populations rurales, et enfin l'augmentation globale des prix causée par la guerre en Ukraine. Sans oublier la question de la migration, avec un flux continu de plusieurs dizaines de milliers de personnes à travers le pays.

Pour parer à cela, le gouvernement Djiboutien a déployé des efforts considérables qui ont permis de prévenir une hausse vertigineuse des prix des produits de base à travers des subventions et mesures de contrôle de prix.

En février 2022, le Président de la République de Djibouti, Son Excellence M. Ismail Omar Guelleh, avait fait un appel à la solidarité pour une réponse à cette situation d'urgence. Suite à cela, les Nations Unies, avec le soutien de plusieurs bailleurs des fonds et des fonds CERF, ont pu rapidement se mobiliser pour mettre en œuvre, en partenariat avec le gouvernement, la réponse humanitaire d'urgence à l'échelle nationale. Celle-ci a pu atteindre 100 000 personnes parmi les populations les plus vulnérables en milieu rural, qui se trouvaient en situation d'insécurité alimentaire d'urgence ou de crise (IPC3 & IPC4).

En juin, la République de Djibouti a présenté à New York son premier «Examen National Volontaire» (ENV) où le pays a pu partager avec la communauté

internationale les progrès et les défis pour l'atteinte des Objectifs de Développement Durable.

En août, le Brave Commander, premier navire à sortir de l'Ukraine suite à la signature de l'accord de l'Initiative céréalière de la Mer Noire, avait pour destination le Port de Djibouti, porte d'entrée de l'aide humanitaire à destination des populations de la Corne de l'Afrique.

En octobre, le gouvernement Djiboutien, avec le soutien des Nations Unies a inauguré l'Observatoire de Recherche sur l'Environnement et le Climat, une institution innovante à la portée régionale qui a pour mission l'amélioration de la Recherche et de la coopération régionale pour renforcer les mécanismes d'adaptation au changement climatique.

Il est important de noter que la République de Djibouti a entamé en 2022 le processus vers la certification comme pays à revenu intermédiaire selon l'échelle des Nations Unies. C'est ainsi que les priorités stratégiques identifiées dans le Plan de Développement National « Djibouti ICI », aligné à la vision « Djibouti 2035 » du pays mettent l'accent sur la nécessité de diversifier l'économie, baisser le chômage, accélérer la transition vers les énergies renouvelable, et élargir l'économie numérique.

Les Nations Unies, conformément au Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD 2018-2022), étendu à 2024, se sont engagées à œuvrer pour l'atteinte de ces objectifs, et pour l'amélioration de la qualité de vie des populations à Djibouti de manière inclusive, sans laisser personne de côté.

II. RÉSULTATS MAJEURS DU SYSTÈME DES NATIONS UNIES DJIBOUTI EN 2022



2.1 Opportunités d'emploi

(Entités impliquées : AIEA, FAO, PNUD, VNU)

En 2022, les Nations Unies, en collaboration avec le Ministère de l'Agriculture, de l'Eau, de la Pêche, de l'Élevage et des Ressources Halieutiques (MAEPE-RH), ont soutenu près de 9 000 agro-éleveurs, dont 32% femmes et 10% personnes handicapées, en leur offrant des formations aux emplois en restauration des terres dégradées et chaînes de valeurs agropastorales climato-intelligentes. Les agro-éleveurs ont reçu une assistance technique et des intrants maraichers (semences, irrigation au goutte-à-goutte, serres), fourragers, fruitiers, et de petit élevage (boucs améliorés de race alpine, chèvreries améliorées, antiparasitaires, vaccins), menant à une augmentation de leur productivité végétales et animales de +30% en 2022.

Le projet « Rising Djibouti », financé par l'USAID, a soutenu de nombreuses micros, petites et moyennes entreprises (MPME) dans le pays. Grâce

à l'appui à la formalisation, au marketing et à la comptabilité, à l'incubation et à l'octroi d'un capital d'amorçage, 53 MPME ont été créées, dont 15 dirigées par des femmes, permettant ainsi à une centaine de jeunes hommes et femmes de prendre en main leur avenir.

Toujours dans le cadre de «Rising Djibouti», un partenariat public-privé a été établi entre le gouvernement et trois banques islamiques pour promouvoir la microfinance islamique et développer l'accès au crédit pour les MPME. Ce partenariat a pour but d'encourager l'investissement du secteur privé dans les régions pour créer des produits adaptés aux besoins des populations rurales, créant ainsi des emplois et améliorant les moyens de subsistance.


Les Nations Unies ont également soutenu la décentralisation des services publics en renforçant le guichet unique pour la création d'entreprises et pour faciliter l'enregistrement et la bancarisation des 53 MPME. Le projet a également renforcé les chaînes de valeurs agro-pastorales en équipant des petites exploitations agricoles, en développant les capacités de production des agricultrices, en réhabilitant des puits et en installant des pompes solaires. Les coopératives féminines ont été formées et aidées à obtenir la certification de conformité aux normes d'hygiène pour commercialiser leurs produits. Des pêcheurs ont également bénéficié d'équipements pour augmenter leur production et renforcer la sécurité alimentaire et nutritionnelle de leur communauté.


En mars a été organisée la première Foire agroalimentaire à Djibouti, mettant en avant les produits locaux pour accroître les revenus de 36 coopératives et 100 agriculteurs. Le projet a impliqué les conseils régionaux dans tous les différents appuis, soutenant ainsi le développement économique et social du pays en offrant des opportunités aux jeunes et en renforçant les capacités des agriculteurs et des pêcheurs tout en augmentant les revenus de la population locale.


Les Nations Unies ont également travaillé en collaboration avec le Ministère de l'Economie, des Finances et de l'Industrie ainsi que la Banque Centrale de Djibouti pour élaborer une Stratégie Nationale pour l'Inclusion Financière impliquant des institutions financières, des banques commerciales, des entités gouvernementales et des agences de l'ONU. Cette stratégie définit les actions prioritaires pour 2022-2027 visant à améliorer l'accès au financement et à guider les décideurs politiques ainsi que le secteur privé, formel et informel.




RÉSULTATS CLÉS DE L'EFFET 1 POUR 2022

 **8 916 agro-éleveurs** dont 32% femmes et 10% personnes handicapées, ont été renforcées par des formations en restauration des terres dégradées et chaînes de valeurs agropastorales climato-intelligentes

 **8 secteurs prioritaires** identifiés dans le SDG Investor Map de Djibouti, une feuille de route explorant les possibilités d'investissement

 **36 coopératives** et 100 agriculteurs locaux ont mis en avant leurs produits en prenant part à la première Foire agroalimentaire à Djibouti

 **53 MPME** ont été créées, dont 15 dirigées par des femmes et ont bénéficié de bancarisation



En décembre a été organisé, en collaboration avec le Centre international d'Istanbul pour le secteur privé dans le développement (IICPSD), le Salon des investisseurs «Djibouti Investor Convening» en Turquie pour explorer les opportunités d'investissement offertes à Djibouti et les partenariats possibles entre les homologues publics et privés turcs et djiboutiens.

Cette rencontre est la deuxième étape de la mise en œuvre du SDG Investor Map de Djibouti, une feuille de route explorant les possibilités

d'investissement dans 8 secteurs prioritaires identifiés, offrant de nouvelles perspectives économiques pour Djibouti.

Enfin, les Nations Unies aident le Ministère de l'Energie et des partenaires nationaux à élaborer une stratégie nationale de planification énergétique en utilisant des modèles de planification basés sur des outils IT. Le programme vise à renforcer les capacités nationales, fournir des programmes d'enseignement et mettre en place des mécanismes de gestion des connaissances.

SDGs FUNDS

Le programme conjoint "Financement intégré pour l'accélération des ODD et la résilience à Djibouti" financé par le Fonds conjoint pour les ODD a permis la finalisation d'une stratégie nationale de financement des ODD budgétisée, y compris un Plan National de Développement (PND) chiffré, ainsi qu'un cadre de financement national intégré (CFNI) et une stratégie de mobilisation des ressources basée sur l'évaluation des besoins. Il s'agit de la toute première introduction des ODD dans un cadre de planification macroéconomique.

S'appuyant sur l'une des principales conclusions de l'évaluation du précédent plan de développement national, un solide cadre de suivi et d'évaluation comprenant des valeurs de référence et des valeurs cibles a été conçu pour étayer les résultats planifiés par des indicateurs des ODD. En outre, une carte des investisseurs identifiant les principales opportunités d'investissement ciblant le secteur privé a été finalisée et les activités d'incubation et de démarrage correspondantes ont été lancées.

Enfin, la stratégie de protection sociale est en cours de révision sur la base de l'évaluation de la stratégie actuelle. Enfin la stratégie de protection sociale a été évaluée, en plus du renforcement de capacités.

FOND COVID DES NATIONS UNIES

Le projet conjoint "Autonomisation économique des femmes résilientes au changement climatique pour une reprise inclusive et plus verte après la COVID-19", financé par le Fonds fiduciaire à finalités multiples COVID, a permis de favoriser l'autonomisation économique des femmes appartenant à des communautés pauvres et marginalisées grâce à la mise en place de micro, petites et moyennes entreprises (MPME) écologiques et adaptées au climat.

En ciblant spécifiquement les femmes dont les activités ont été impactées par la pandémie de COVID, le projet a réalisé des missions de terrain d'évaluation des besoins et a offert une formation agricole aux petits agriculteurs d'Arta, de Dikhil et d'Ali Sabieh, incluant 16 coopératives comptant au total 231 femmes. La participation d'entreprises agroalimentaires dirigées par des femmes ont été particulièrement soutenues, notamment lors de la foire commerciale agricole.

Afin de promouvoir les produits locaux, le projet a conçu la marque et le logo "Made in Djibouti", ainsi qu'une stratégie de marketing. Ceci a permis de renforcer la visibilité et la valeur des produits locaux, tout en soutenant la croissance des entreprises dirigées par des femmes et l'autonomisation économique des communautés locales.



2.2 Éducation, Formation & Employabilité

(Entités impliquées : FAO, PAM, PNUD, UNHCR, UNICEF, VNU)

En 2022, les Nations Unies ont collaboré avec le ministère de l'Éducation et de la Formation Professionnelle (MENFOP) pour soutenir les jeunes non scolarisés en proposant des formations, des stages et des événements de mise en réseau dans les secteurs de la logistique, de la maçonnerie et des panneaux solaires.

Les participants ont été sélectionnés parmi les ménages extrêmement pauvres via le registre social national et ont bénéficié de l'assistance technique et de la formation de la part du groupe Aftral pour les services de la chaîne d'approvisionnement. De plus, les programmes de logistique et de transport des lycées techniques ont été revus et mis à jour, avec la mise à disposition de matériel de formation tel que des chariots élévateurs à fourche et des logiciels de gestion des stocks.

Dans le domaine de l'agriculture, les Nations Unies ont participé à la réhabilitation de 47 jardins fourragers et maraîchers détruits par les inondations de 2021, en reconstruisant 21 puits, 5 bassins, 17 clôtures et 980 mètres linéaires de gabions pour la protection des jardins. Les bénéficiaires ont également reçu des intrants agricoles et bénéficié de formations aux bonnes pratiques agricoles et à la gestion de l'eau et des systèmes d'irrigation.

1 455 jeunes et femmes des cinq régions du pays ont été appuyés afin d'acquérir les connaissances et outils nécessaires pour créer une entreprise indépendante ou entrer sur le marché du travail. Suite à une campagne de sensibilisation qui s'est déroulée à travers 143 localités du pays, 31 camps de formation intensive à l'entreprise sociale ont été organisés, permettant à 927 jeunes entrepreneurs,

dont 282 femmes, de lancer leur entreprise ou commerce, et à 4 753 personnes vulnérables de générer des revenus.

Pour renforcer l'autonomie des femmes les plus vulnérables, le projet FEMFI a été mis en œuvre en partenariat avec le MFF et l'UNFD. Plus de 5 200 femmes ont participé à des cours d'alphabétisation pour apprendre à lire et à écrire. De plus, 142 femmes ont bénéficié de formations développant leurs capacités entrepreneuriales, et 65 d'entre elles ont reçu un fonds de démarrage pour lancer leurs activités. En partenariat avec l'hôtel Sheraton, 30 femmes ont également été formées aux métiers de l'hôtellerie.

Un accord a été signé avec le MENFOP pour inclure tous les réfugiés dans le système éducatif national à Djibouti. Les programmes ont été optimisés pour améliorer la qualité de l'éducation et faciliter l'accès à l'emploi après l'obtention du diplôme. C'est ainsi que 27 élèves réfugiés ont pu obtenir leur diplôme d'études secondaires en 2022 et qu'une école secondaire a été construite à Ali Addeh pour les réfugiés et les communautés d'accueil avec le soutien de la Banque Mondiale.

Les Nations Unies ont contribué de manière significative à l'amélioration de l'accès à l'éducation. Les taux bruts de préscolarisation, de scolarisation primaire et d'achèvement du cycle primaire sont passés respectivement de 9,8 % à 11,2 %, de 95,95 % à 98,34 % et de 62,3 % à 70,5 % entre 2021 et 2022. Cela représente un total de 148 348 élèves scolarisés de la classe pré-primaire jusqu'à l'enseignement secondaire, au niveau national, dont 46,3 % de filles.

La mise en place d'un environnement favorable à l'éducation a également été une des priorités de 2022, avec un appui fourni au pays dans la finalisation de sa politique éducative et



l'élaboration d'un programme d'éducation non-formelle pour donner une seconde chance aux enfants sans éducation.

Afin d'améliorer l'offre et la demande en matière d'éducation, les Nations Unies et le MENFOP ont analysé les besoins de construction dans trois sites ruraux pour le projet ERI, afin de fournir des services sociaux de base aux écoles. Le projet SEFA a permis la scolarisation de 762 élèves, dont 352 filles et 33 enfants ayant des besoins spéciaux. Les compétences de plus de 11 000 adolescents et jeunes ont été renforcées et les enfants réfugiés ont bénéficié de kits scolaires distribués dans les camps de réfugiés.

Enfin, dans un souci d'amélioration de la qualité de l'éducation, les Nations Unies ont contribué à évaluer et à réhabiliter les infrastructures WASH (eau, assainissement et hygiène) dans les écoles, et ont soutenu le développement d'une stratégie nationale WASH-in-school.



RÉSULTATS CLÉS DE L'EFFET 2 POUR 2022



1 455 jeunes et femmes

des 5 régions du pays ont acquis les connaissances et outils nécessaires pour créer un emploi indépendant ou entrer sur le marché du travail



31 camps de formation

intensive à l'entreprise sociale ont été organisés, permettant à 927 jeunes entrepreneurs, dont 282 femmes, de lancer leur entreprise ou commerce



142 femmes

ont été formées en capacités entrepreneuriale
65 femmes ont reçu un fonds de démarrage pour lancer leurs activités
30 femmes ont été formées aux métiers de l'hôtellerie



Formations aux bonnes pratiques agricoles

et de gestion de l'eau et des systèmes d'irrigation pour les exploitants agricoles, suivi de la reconstruction de 21 puits et 5 bassins, ainsi que de la distribution de 4 motopompes



120 jeunes non scolarisés

(100 nationaux, dont 35 femmes, et 20 réfugiés) ont bénéficié de formations, stages et événements de mise en réseau dans les secteurs de la logistique, de la maçonnerie et des panneaux solaires



6 professeurs de lycée

technique qui ont été formés à la logistique ont ensuite formé 300 étudiants aux processus de dédouanement, au transport et à la manutention des marchandises



Amélioration de l'accès à l'éducation :

9,8% à 11,2%

↑ (préscolarisation)

95,95% à 98,34%

↑ (scolarisation primaire)

62,3% à 70,5%

↑ (achèvement cycle primaire - 2021 à 2022)

46,3% de filles

➔ parmi les élèves scolarisés



Plus de 5 200 femmes

ont participé à des cours d'alphabétisation pour apprendre à lire et à écrire.



27 élèves réfugiés

ont obtenu leur diplôme d'études secondaires

Une école de secondaire a été construite à Ali Addeh pour les réfugiés et les communautés d'accueil



2.3 Santé, Nutrition, Eau, Hygiène, Assainissement

(Entités impliquées : AIEA, OIM, PAM, PNUD, UNFPA, UNICEF, UNOPS, VNU)

En 2022, les Nations Unies ont travaillé en étroite collaboration avec l'hôpital Dar El Hanane à Djibouti pour mettre en place un plan stratégique visant à fournir des soins de proximité en gynécologie, obstétrique et néonatalogie. Des experts internationaux ont formé les prestataires de soins de santé, tandis que des activités de sensibilisation ont été menées pour améliorer l'accès aux services de santé sexuelle et reproductive pour les jeunes.

Dans le domaine de la malnutrition aiguë modérée (MAM), les Nations Unies ont travaillé en collaboration avec le ministère de la Santé pour fournir des aliments nutritifs spécialisés dans tous les centres de santé, et avec l'Agence Djiboutienne de Développement Social pour traiter les cas de MAM et renforcer les voies d'orientation par des approches communautaires.

Plus de 5 000 femmes et filles avec enfants ont ainsi pu bénéficier de cette initiative.

Le système des Nations Unies a soutenu les Programmes nationaux de réduction du risque de transmission du VIH/SIDA, de la tuberculose et du paludisme grâce à son programme financé par le Fonds Mondial. Cela a permis à environ 25% de la population d'avoir accès à des diagnostics rapides et à des traitements pour les trois maladies. Le système de santé a également été renforcé avec la fourniture de matériel de laboratoire innovant tel que le GeneXpert, la gestion des médicaments, la sensibilisation la population, la formation des professionnels de santé, la gestion des cas et le suivi des trois pandémies grâce au déploiement du système d'information sanitaire de district (DHIS2).

Par ailleurs, les Nations Unies ont travaillé en collaboration avec les autorités sanitaires à Djibouti pour lutter contre le paludisme, le VIH/Sida et la tuberculose en menant des activités de sensibilisation, de distribution de moustiquaires et de formation de personnel de santé, en particulier les sages-femmes, en matière de violence basée sur le genre et de planification familiale.


La pandémie de COVID-19 a été une priorité pour les Nations Unies à Djibouti qui ont soutenu l'IGAD dans la coordination du projet de réponse de l'UE au Covid-19 grâce au programme régional pour les régions frontalières. Des centres de quarantaine ont été établis et la fourniture d'EPI et de tests Covid a été assurée.


En outre, les Nations Unies ont fourni des experts pour aider à organiser des symposiums nationaux et régionaux afin d'élaborer des recommandations pour améliorer les services de santé en réponse à la pandémie de COVID-19. Djibouti a ainsi bénéficié d'un équipement de détection et de prévention des risques biotechnologiques fourni par les Nations Unies. Les techniciens ont également été formés aux procédures opérationnelles normalisées pour la détection de COVID-19.


Dans le domaine de l'assainissement, les Nations Unies ont contribué à la construction de latrines dans 15 villages. Des séances de sensibilisations ont été organisées avec les élèves sur le changement climatique et la protection de l'environnement. Les jeunes ont ainsi été formés à la défense de l'impact du changement climatique sur les enfants et une délégation avec une représentation de la jeunesse djiboutienne a pu participer à la COP27.



RÉSULTATS CLÉS DE L'EFFET 3 POUR 2022

 **5000 femmes et filles avec enfants** ont été appuyées en vue de réduire la malnutrition aiguë modérée

 **25% de la population** a eu accès à des diagnostics rapides et traitements (VIH/SIDA, tuberculose et paludisme)

 **75 sages-femmes** des centres de santé et polycliniques ont été formées sur les soins obstétricaux et néonataux d'urgence.

 **95 000 personnes** ont vu leur accès à l'eau amélioré

 **15 villages** ont bénéficié de construction de latrines



2.4 Protection sociale

(Entités impliquées : FAO, OIM, OMS, PAM, UNICEF)

En 2022, les Nations Unies ont mis en place plusieurs programmes pour soutenir la République de Djibouti. L'un des principaux projets était le Programme National de Filet de Sécurité (PNSF) qui a fourni des transferts en nature et en espèces aux ménages extrêmement pauvres dans les zones rurales et urbaines. Les Nations Unies ont travaillé en collaboration avec le ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité pour fournir une aide alimentaire d'urgence afin d'atténuer l'impact du COVID-19 sur les ménages les plus vulnérables.

Dans le cadre du Comprehensive Refugee Response Framework (CRRF), les Nations Unies ont également aidé le gouvernement à intégrer les réfugiés dans le PNSF et le régime de santé universel (PASS).

De plus, le Système National de Protection Sociale a été renforcé en vue d'améliorer sa capacité d'intervention en cas d'urgence et sa réponse à long terme en matière de développement. Les partenariats stratégiques ont été maintenus avec les organisations de la société civile pour fournir une aide en espèces à 300 ménages touchés par le VIH, tous inscrits au registre social national.

En ce qui concerne le milieu rural, une assistance technique pour la détection précoce et le contrôle de la peste des petits ruminants et de la péripneumonie contagieuse caprine à Djibouti a été fournie.

Par ailleurs, 80 auxiliaires d'élevage et moniteurs de l'agro-élevage et de la vaccination de cheptels animaux ont été formés pour aider les populations agropastorales vulnérables à faire

face aux aléas, tels que les invasions de criquets pèlerins, la sécheresse et les maladies animales transfrontalières prioritaires.

Le ministère de la Femme et de la Famille de Djibouti a organisé des sessions de sensibilisation à la protection de l'enfance et distribué une boîte à images représentant les droits de l'enfant. Cette initiative a touché plus de 600 personnes et s'est étendue à 10 localités et 5 régions.

En juin 2022, Les Nations Unies ont inauguré un centre d'accueil pour les enfants vulnérables et les migrants dans la ville de Djibouti, qui a pour but de leur fournir un logement, l'accès à la nourriture, des soins de santé et un soutien psychologique.

En octobre 2022, une formation sur la gestion des cas de traite et la prestation de services aux victimes de la traite a été organisée, dans la continuation de la Journée internationale contre la Traite des Personnes, célébrée en juillet.

Enfin, les Nations Unies ont participé à la réponse collective pour faire face à l'impact de la sécheresse et du changement climatique sur l'insécurité alimentaire à Djibouti en menant des activités de surveillance et d'évaluation nutritionnelles.

Parallèlement, des activités de renforcement de capacité ont été menées pour appuyer le ministère des Affaires Sociales et de la Solidarité à élaborer un plan d'urgence pour la protection sociale sensible aux chocs.



RÉSULTATS CLÉS DE L'EFFET 4 POUR 2022



300 ménages

inscrits au registre social touchés par le VIH ont bénéficié d'une aide en espèces



80 auxiliaires d'élevage et moniteurs d'agro-élevage

ont été formés à sensibiliser les populations agropastorales aux aléas tels que les invasions de criquets pèlerins, la sécheresse et les maladies animales transfrontalières prioritaires



600 personnes

ont été sensibilisées à la protection de l'enfance à travers 10 localités dans les 5 régions rurales du pays



2.5 Développement équitable des régions

(Entités Impliquées : FAO, OIM, PNUD, VNU)

En 2022, les Nations Unies sont intervenues à Djibouti pour soutenir les populations rurales en situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle touchées par les inondations, les sécheresses et les invasions de criquets pèlerins. En collaboration avec les conseils régionaux, les préfectures et les leaders des communautés locales, 4 478 agro-éleveurs ruraux ont été identifiés et les sites les plus impactés par les catastrophes naturelles et la variabilité climatique ont été répertoriés.

Les partenariats avec la société civile ont été renforcés pour améliorer l'engagement civique et les processus de décentralisation grâce à la formation de 250 personnes, y compris des fonctionnaires locaux, des jeunes, des femmes et des services techniques décentralisés, à la gestion participative, à la gouvernance locale, au diagnostic régional et à la planification. Trente

organisations de la société civile ont été soutenues pour assurer leur engagement dans le processus de développement local.

Les Nations Unies ont aussi accordé une attention particulière à la protection de l'environnement marin à Djibouti et ont soutenu la création d'aires marines protégées (AMP) en partenariat avec le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), avec un financement du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM). Les propositions de délimitation de nouvelles aires, riches en biodiversité et leurs plans de gestion spécifiques ont été validés et approuvés par l'ensemble des parties prenantes. Un projet de loi et son décret d'application ont été soumis par le MEDD au Conseil des Ministres pour porter les AMP à un total de 31 675 hectares à Djibouti.

La mise en place d'activités génératrices de revenus diversifiés étant essentielle pour maintenir les moyens de subsistance des populations vivant autour des AMP, plusieurs associations de femmes des régions de Tadjourah et d'Arta ont été sélectionnées et ont bénéficié de formations en artisanat pour renforcer l'autonomisation et le leadership des femmes dans le cadre de la gestion durable des Aires Marines Protégées.

Par ailleurs, afin de répondre efficacement aux besoins quotidiens en matière de gestion des restes humains dans les régions de l'intérieur, un don de 660 sacs mortuaires a été effectué en décembre 2022 aux Centres Hospitaliers Centraux des 5 régions de l'intérieur.

Sur le plan de la santé, six structures sanitaires réhabilitées en 2021 ont été renforcées en équipement et approvisionnées en stock de médicaments en mai 2022. Au total, 613 équipements médicaux ont été offerts à ces structures sanitaires à Obock, Tadjourah, Dikhil et Djibouti-ville, afin de renforcer leur fonctionnement et répondre plus efficacement aux besoins des migrants, notamment le long du corridor de migration.

Des colloques régionaux ont également été organisés, réunissant toutes les parties prenantes, y compris les services décentralisés du gouvernement, les autorités régionales, et la



société civile. Les cinq colloques régionaux se sont tenus simultanément dans les régions de l'intérieur et dans les trois communes de Djibouti et ont été l'occasion d'échanger avec les acteurs de la santé, la société civile, l'administration décentralisée et les communautés régionales.

Ils ont permis au ministère de la Santé de faire un diagnostic de la situation, d'identifier les défis et goulots d'étranglement et de dégager des perspectives d'orientations prioritaires sur la situation sanitaire dans toutes les régions du pays. Les thèmes abordés vont de la gouvernance au financement et aux services, en passant par les médicaments, les services et les ressources.



VOLONTAIRES DES NATIONS UNIES

En 2022, 32 volontaires des Nations Unies, dont 71% des femmes, ont servi dans six agences à Djibouti, contribuant ainsi au renforcement des capacités et à l'inclusion de talents locaux. Des ressources ont été mobilisées auprès de gouvernements étrangers pour financer quatre postes de volontaires internationaux.

Le programme VNU a identifié 800 talents nationaux, dont 14 personnes handicapées et 366 femmes, pour appuyer les efforts des agences onusiennes. Des ateliers ont été organisés dans cinq régions pour sensibiliser la population au volontariat et à l'engagement civique, y compris aux femmes et aux personnes à mobilité réduite.

2.6 Résilience des communautés

(Entités impliquées : AIEA, PAM, PNUD, UNDRR, VNU)

En 2022, les Nations Unies ont mis en place différentes initiatives pour soutenir la République de Djibouti à devenir plus durable et résiliente face au changement climatique. Tout d'abord, différentes activités ont été lancées pour aider les ménages des zones rurales à augmenter leur productivité agricole et leur sécurité alimentaire.

Afin d'atténuer les effets de la période de soudure, une aide en nature a été fournie à 12 500 personnes. Des transferts en espèces par le biais de bons électroniques ont également été effectués à des participants issus de ménages en situation de vulnérabilité, permettant de couvrir les besoins alimentaires de 1 000 personnes. Les résultats ont montré que le pourcentage de ménages ayant une nourriture adéquate a augmenté de 3%, passant de 52% à 55% et que le recours à des stratégies d'adaptation d'urgence ont diminué de 24% à 10%.

La réponse a également été l'occasion d'étendre la couverture du registre social national dans les zones rurales. Des activités communautaires génératrices de revenus ont été initiées, qui ont bénéficié à plus de 45 000 agro-éleveurs, dont 40% de femmes et 11% de personnes handicapées. Les résultats ont montré que la productivité des productions végétales et animales a augmenté de plus de 30% en 2022.

Par ailleurs, le Secrétariat de Gestion des Risques et des Catastrophes a été soutenu par un renforcement de capacités en matière de GRC et les comités de GRC nationaux ont été réactivés. L'Agence météorologique nationale a également été appuyée pour fournir des alertes précoces, et un système de gestion de l'information environnementale a été mis en place.

Dans le cadre de la sensibilisation au changement climatique, les Nations Unies, conjointement avec le Ministère de l'Environnement, ont organisé la Semaine Nationale de l'Environnement en amont de la COP27, et des formations ont également été organisées pour les journalistes. La connaissance et les systèmes de gestion des migrations internes liées au changement climatique ont été renforcées tandis que, en collaboration avec l'ADDS, des formations sur l'entrepreneuriat au profit des réfugiés ont été organisées. Ces activités ont mené à l'octroi de fonds aux groupes sélectionnés pour démarrer une activité génératrice de revenus, tandis que des fonds ont été alloués aux ménages réfugiés urbains et demandeurs d'asile à Djibouti.

Enfin, l'accès à l'énergie et à l'eau pour les populations rurales a été amélioré, avec la mise en place d'un mini-réseau solaire pour fournir de l'électricité à 100 ménages. Ces différentes initiatives ont pour but d'améliorer la résilience des populations locales face aux défis environnementaux et sociaux.

Le gouvernement de Djibouti a également lancé des initiatives pour la transition vers les énergies renouvelables, la gestion des migrations internes liées au changement climatique et l'amélioration des conditions de vie des réfugiés, avec le soutien des Nations Unies. En parallèle, le premier Observatoire régional de recherche sur l'environnement et le climat a été inauguré, doté d'équipements de pointe pour fournir des données scientifiques pour les décisions politiques. Les Nations Unies ont également aidé Djibouti à réviser sa stratégie nationale de la réduction des risques de catastrophe et à établir une plateforme nationale multipartite pour mieux gérer les risques liés aux catastrophes naturelles.



RÉSULTATS CLÉS DE L'EFFET 6 POUR 2022



200 participants

ont reçu des transferts en espèces couvrant les besoins alimentaires de 1 000 personnes



12 500 personnes

ont reçu une aide pour atténuer les effets de la période de soudure



45 000 agro-éleveurs

ont bénéficié d'activités génératrices de revenus dont 40 % de femmes et 11% de personnes vivant avec un handicap



+30% d'augmentation

de production végétale et animale en 2022



Baisse de 14%

du recours aux stratégies d'urgence



En 2022, les Nations Unies et le Ministère de l'Environnement ont mené plusieurs activités stratégiques pour renforcer la résilience de la société et de l'économie djiboutienne face aux effets du changement climatique. 850 ménages ont participé à des activités telles que la lutte contre l'inondation, la restauration des écosystèmes, l'agriculture résiliente, l'agroforesterie, la protection des zones côtières et le tourisme durable. De plus, 150 bénéficiaires ont été formés en agriculture résiliente et en agro-transformation, tandis que 86 femmes ont été formées en aviculture et en artisanat.

La neuvième Conférence sur l'Énergie Géothermique du Rift africain a été organisée avec succès en novembre 2022, rassemblant plus de 300 délégués pour discuter du thème «La géothermie pour une transition énergétique juste en Afrique». La conférence a également renforcé les capacités institutionnelles du pays pour la gestion et le financement des projets de l'énergie durable.

LA RECHERCHE POUR LA RÉSILIENCE DES COMMUNAUTÉS FACE AU CHANGEMENT CLIMATIQUE

Djibouti a inauguré le premier Observatoire régional de recherche sur l'environnement et le climat (ORREC) avec le soutien du programme de coopération technique des Nations Unies. L'observatoire fournira des données scientifiques pour les décisions politiques sur l'adaptation au climat, la résilience et le contrôle de la qualité des aliments.

Les Nations Unies ont doté les laboratoires de l'observatoire d'équipements de pointe tels que le laboratoire d'hydrologie isotopique, le laboratoire de spectrométrie, le laboratoire de surveillance du radon et le laboratoire de surveillance des doses individuelles.

En outre, les Nations Unies soutiennent Djibouti par le

biais de divers projets de gestion des ressources en eau, d'exploration minière, de surveillance de l'exposition individuelle du personnel et de contrôle de la sûreté nucléaire. Ces projets impliquent la formation du personnel local et la fourniture d'équipements haut de gamme tels qu'un gravimètre portable pour l'exploration de l'uranium et un système de dosimétrie pour la surveillance de l'exposition professionnelle.

Un appui est également fourni au pays pour réviser sa stratégie nationale de la réduction des risques de catastrophe et à établir une plateforme nationale multipartite. Un atelier régional a également été organisé à Nairobi en décembre 2022 pour échanger des connaissances et élaborer une feuille de route.



2.7 Protection des groupes vulnérables

(Entités impliquées : FAO, OMS, PAM, PNUD, UNFPA, UNHCR, UNICEF)

En 2022, les Nations Unies ont mené un programme politique visant à éliminer les mutilations génitales féminines (MGF) à Djibouti en travaillant en collaboration avec des partenaires gouvernementaux, des leaders communautaires et religieux. A l'occasion de la Journée Tolérance Zéro MGF et les 16 jours d'activisme contre les VBG, des campagnes médiatiques ont été lancées et les réseaux d'associations de jeunes ont été mobilisés pour sensibiliser les communautés. Les capacités institutionnelles ont par ailleurs été renforcées grâce à l'élaboration de protocoles internes et à la coordination des services.

En matière d'assistance alimentaire et nutritionnelle, les Nations Unies, en partenariat avec le gouvernement, ont fourni une aide alimentaire inconditionnelle et une aide nutritionnelle à 24 807 demandeurs d'asile, migrants et réfugiés.

Dans le centre de réfugiés pour migrants d'Obock, en moyenne 300 migrants par mois ont bénéficié d'assistance alimentaire de mars à décembre 2022, tandis qu'un appui nutritionnel (biscuits à haute teneur énergétique) a été fourni à 2000 migrants transitant par les couloirs de Djibouti pendant une période de quatre mois par le biais de cliniques mobiles.

En réponse à la sécheresse, les Nations Unies ont également assisté plus de 26 000 bénéficiaires, dont des personnes déplacées à l'intérieur du pays. De plus, des aliments nutritifs spécialisés ont été fournis à environ 3 844 enfants et femmes enceintes et allaitantes dans les trois régions confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence et de crise (IPC3 et IPC4).

Un soutien a été apporté à l'autonomisation

économique centrée sur les femmes et résiliente au climat pour une reprise post-COVID-19 inclusive et plus verte. Les migrants vulnérables ont bénéficié de assistance alimentaire et nutritionnelle d'abris temporaires, de soins médicaux et psychosociaux, et des programmes d'aide au retour volontaire et à la réintégration ont été mis en œuvre.

La vaccination a également été l'une des priorités des Nations Unies en 2022, notamment contre la polio et la rougeole, ainsi que le renforcement de la surveillance épidémiologique. Des interventions en espèces et des articles non alimentaires ont été distribués à des groupes de réfugiés en situation de vulnérabilité dans les zones ciblées les plus impactées par la sécheresse.

En tant que partenaire stratégique de l'Agence Nationale pour la Promotion des Personnes Handicapées (ANPH), les Nations Unies ont poursuivi leur engagement en faveur de l'inclusion des personnes handicapées et ont accompagné l'intégration de la dimension du handicap dans les politiques publiques. Une synergie entre les différentes interventions des agences du SNU en faveur du handicap a ainsi vu le jour.

En matière de protection de l'enfant, les Nations Unies ont pris en charge 213 victimes de violences



et offre un soutien psychosocial et des services sociaux de base à 6 000 enfants, tandis que 900 personnes ont été sensibilisées à la protection de l'enfant. Cinquante acteurs du secteur des VBG ont été formés et un système de famille d'accueil pour 4 familles pilotes a été mis en place. De plus, 94 000 personnes ont été atteintes à travers une campagne de sensibilisation sur les MGF.

Enfin, 13 000 enfants ont pu obtenir leurs actes de naissance grâce au renforcement de capacités de 30 agents d'états civils.

RÉPONSE A LA CRISE HUMANITAIRE

L'allocation du CERF a aidé les personnes vulnérables affectées par la sécheresse à Djibouti. Plusieurs organisations des Nations Unies, ont travaillé ensemble pour fournir une aide alimentaire, agricole, de protection, de nutrition et de WASH à plus de 98 000 personnes entre juin 2022 et janvier 2023.

Les services fournis incluent : l'approvisionnement en eau à 89 000 personnes, une assistance alimentaire à 11 500 personnes, des soins de santé pour les

animaux au profit de 44 000 personnes, un soutien psychosocial à plus de 2 400 enfants, des transferts monétaires permettant d'accéder à des articles WASH essentiels pour leur dignité et leur sécurité dont ont bénéficié 2 574 femmes et filles réfugiées, des services nutritionnels fournis à 21 000 enfants et femmes enceintes et allaitantes, dont 5 600 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère, et une assistance aux personnes handicapées dont ont bénéficié 4 400 personnes.



RÉSULTATS CLÉS DE L'EFFET 7 POUR 2022



Environ 3 844 enfants et femmes enceintes et allaitantes

confrontées à des niveaux d'insécurité alimentaire d'urgence et de crise ont reçu une distribution d'aliments nutritifs spécialisés dans trois régions



Plus de 26 000 personnes

ont été appuyé dans le cadre de la réponse à la sécheresse, dont des personnes déplacées à l'intérieur du pays



24 807 demandeurs d'asile, migrants et réfugiés

ont reçu une aide alimentaire inconditionnelle et une aide nutritionnelle



300 migrants (en moyenne)

ont bénéficié d'une assistance alimentaire mensuelle de mars à décembre 2022



213 enfants

victimes de violence ont été pris en charge



13 000 enfants

ont pu obtenir leurs actes de naissance grâce à un renforcement des capacités de 30 agents d'états civils



6000 enfants

ont bénéficié de soutien psychosocial et de services sociaux de base



1 162 Femmes et filles

survivantes aux VBG de 18 à 54 ans ont été prises en charge par les services (santé, social, justice)



36 jeunes vivant avec un handicap

âgés de 18 à 25 ans, et membres d'une association de personnes vivant avec un handicap ont participé aux actions de sensibilisation de masse.



300 adolescents (Tadjourah)

dont 150 filles et 150 garçons touchés par les activités de sensibilisation avec une distribution de kits d'hygiène durant la rentrée scolaire



138 jeunes pairs éducateurs

filles, garçons et jeunes vivant avec un handicap, de 19 à 30 ans, ont été formés en Santé Sexuelle et Reproductive (SSR) avec un focus sur les VBG-MGF-VIH / IST-Toxicomanie-Contraception.



94 000 personnes

ont eu des séances de sensibilisation sur les MGF



2.8 Bonne Gouvernance

(Entités impliquées : AIEA, CEA, CNUCED, FAO, HCDH, OIM, OMS, ONUDC, PAM, PNUD, UNFPA, UNICEF, VNU)

En 2022, les Nations Unies ont travaillé avec le gouvernement de Djibouti sur diverses thématiques. Ils ont notamment soutenu l'évaluation de la politique genre 2011-2021 afin de formuler une nouvelle politique genre 2023-2027, en mettant l'accent sur la santé sexuelle et reproductive ainsi que la prévention de la violence fondée sur le genre.

Les Nations Unies ont également apporté leur appui au gouvernement pour mobiliser des ressources en vue de la mise en œuvre de la phase pilote du 3ème RGPH, y compris la préparation de questionnaires et de manuels pour la collecte des données, en renforçant les capacités de 30 agents de terrain et d'une équipe informatique.

En matière de préparation et de réaction aux chocs, les Nations Unies ont collaboré avec les ministères

de tutelle à Djibouti pour renforcer la capacité du gouvernement. Un projet de financement basé sur les prévisions (FbF) a été élaboré pour anticiper la sécheresse en identifiant huit actions anticipées (AA) en fonction de la gravité de la sécheresse. Les Nations Unies ont également soutenu le développement de procédures opérationnelles standard pour ces activités anticipées.

Les Nations Unies ont travaillé pour renforcer la coordination des activités de nutrition et accroître le plaidoyer en faveur des interventions nutritionnelles. La première phase du processus analytique «Fill the Nutrient Gap» (FNG) a également été lancée pour comprendre les facteurs locaux qui affectent la disponibilité, l'accès physique et l'accessibilité financière des aliments nutritifs à Djibouti Ville. En outre, les Nations Unies ont continué à fournir un

soutien technique et de conseil au gouvernement concernant le programme national d'alimentation scolaire.

En ce qui concerne la gouvernance et la législation pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les Nations Unies ont travaillé avec des parlementaires et des partenaires nationaux. Une plateforme de données pour la résilience alimentaire à Djibouti a également été mise en place.

Dans le secteur de la pêche, les Nations Unies ont soutenu la gouvernance des ressources halieutiques pendant la pandémie. Dans le domaine de la santé animale, des formations ont été dispensées pour évaluer les systèmes d'urgence nationaux.

Les Nations Unies ont également travaillé sur des activités liées à la gouvernance et au financement du Programme Elargi de Vaccination (PEV) en élaborant une stratégie nationale de vaccination 2022-2026 et en mettant en place un groupe national technique sur la vaccination. Ces actions



visent à renforcer la gouvernance du système de santé pour améliorer la santé publique.

En matière de protection de l'enfant, les Nations Unies ont évalué leur programme et soutenu l'initiative nationale pour les journées d'évaluation.



PROJET DE RÉPONSE A LA CRISE MONDIALE DE L'ALIMENTATION, DE L'ÉNERGIE ET DES FINANCES

Le programme conjoint "Réponse à la crise mondiale de l'alimentation, de l'énergie et des finances" financé par le Fonds conjoint pour les ODD a évalué l'impact de la sécheresse et de la hausse des prix sur le plan social, économique et environnemental.

Cette évaluation doit permettre de développer une stratégie de résilience à long terme pour la disponibilité de la nourriture pendant les crises. Le projet soutient également le gouvernement dans l'amélioration de la collecte de données, le suivi des stocks et la formation des prix, ainsi que dans la modernisation du cadre réglementaire du marché intérieur. Le projet a également

soutenu la création de bureaux régionaux pour la gestion des crises et des catastrophes, ainsi que la formation sur la gestion des risques et la méthodologie MIRA.

La mise en œuvre du programme d'efficacité du SG des Nations Unies à Djibouti a permis d'assurer une réduction des coûts estimée à 0,7 million de dollars pour l'exercice 2022 et 2,3 millions de dollars pour la planification 2023. Le programme d'efficacité comprend l'utilisation de centres de services partagés locaux et mondiaux (LSSC/GSSC) et une stratégie relative aux locaux communs.

En matière de communication institutionnelle et de plaidoyer, plus de 339 000 personnes ont été atteintes via des campagnes sur les réseaux sociaux et ateliers avec les médias et les jeunes.

Djibouti a également créé un cadre juridique pour l'utilisation sûre des sources de rayonnement. Les Nations Unies ont aidé le gouvernement djiboutien à rédiger cette loi et à former les autorités compétentes au droit nucléaire.

Au niveau économique, les Nations Unies ont aidé à élaborer un Cadre de financement national intégré visant à atteindre les ODD. Cette initiative a permis d'optimiser la mobilisation des ressources intérieures et des financements innovants, de renforcer le partenariat public-privé, tout en initiant le financement climatique.

De plus, les Nations Unies ont travaillé à la création du premier cadre national de suivi et évaluation pour une gouvernance et une planification du développement fondées sur des preuves. Dans le cadre du reclassement de Djibouti de la catégorie des Pays les Moins Avancés, une mission a été lancée pour élaborer le profil de vulnérabilité du pays.

La diversification de l'économie de Djibouti a été soutenu à travers une stratégie pour la ZLECAf, tout en proposant des réformes tarifaires et des investissements ciblés pour atténuer les effets négatifs du conflit en Ethiopie sur l'économie djiboutienne.

Dans le domaine de la justice, un projet d'Appui à la justice des Nations Unies, financé par l'Union européenne à Djibouti, a permis aux familles dans

le besoin d'accéder à la justice, avec plus de 300 affaires de droit de la famille traitées. Le projet a également aidé la Commission nationale des droits de l'homme à améliorer l'accès à ses services dans les zones reculées, tout en préparant la réforme du Code Pénal et de la procédure pénale, et en mettant le cadre réglementaire des prisons en conformité avec les normes internationales. Les jeunes ont été sensibilisés sur l'engagement civique, en tant qu'agents du développement et de la cohésion sociale, notamment avec le développement de la Stratégie Nationale pour la Jeunesse et la Culture et la formation de 87 jeunes femmes djiboutiennes en matière de Civic tech.


En outre, le Programme régional pour la sécurité maritime en mer Rouge a été lancé pour renforcer la justice pénale en mer à travers la connaissance du domaine maritime et la coordination régionale. Trois ateliers ont permis de consolider l'État de droit et de lutter contre la criminalité transnationale organisée en mer avec la participation de l'Éthiopie, de Djibouti, du Yémen et de la Somalie.


Les Nations Unies ont appuyé l'organisation d'un atelier pour présenter les résultats préliminaires de l'évaluation de la vulnérabilité climatique aux parties prenantes gouvernementales. Cela a aidé à intégrer les impacts du changement climatique dans les politiques nationales, y compris les décisions concernant la disponibilité des ressources en eau et le développement socio-économique à long terme du pays.


Enfin, le guide pour le référencement des migrants a été lancé en 2022, ainsi qu'un plan d'action quinquennal pour renforcer la protection et l'assistance aux migrants. Un Atelier National de Vulgarisation de la Stratégie Nationale d'Engagement de la Diaspora a été organisé pour promouvoir l'engagement des partenaires clés.




RÉSULTATS CLÉS DE L'EFFET 8 POUR 2022

 **30 agents de terrains** ont été pour le processus du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH3)

 **300 affaires de justice** dans le cadre du droit de la famille ont été traitées dans les zones reculées avec le projet de justice mobile

 **12 500 personnes** ont reçu une aide pour atténuer les effets de la période de soudure

 **87 jeunes** formés dans la CivicTech



III. APERÇU FINANCIER

Donateurs aux Nations Unies Djibouti en 2022

DONATEURS	MONTANT* (en USD)
Union européenne	30 147 877
Etats Unis d'Amérique	19 427 577
Fonds Mondial	5 072 491
Allemagne	4 031 925
France	2 672 022
Japon	1 965 536
Fonds Mondial pour l'Environnement	1 814 100
Arabie Saoudite	1 137 251
GAVI	1 070 607
Italie	883 225
Bill & Melinda Gates Foundation	764 458
Canada	429 565
Banque Mondiale	378 465
IFAD	300 000
Suède	260 924
Banque Africaine de Developpement	213 000
Djibouti	161 951
Rotary International	160 253
National Philanthropic Trust (NPT)	136 208
Pays Bas	67 850
IGAD	35 226
Koweït	25 000
Royaume Uni	13 241
Guinea-Bissau	7 847
	71 176 598

Allocations par domaine thématique

THÉMATIQUES*	Montant Alloués (en USD)
Opportunités d'emploi	13 940 374
Education, Formation, Employabilité	3 634 166
Santé, Nutrition, Eau, Hygiène	17 580 559
Protection Sociale	1 945 733
Développement équitable des régions	3 736 874
Résilience des Communautés	4 808 003
Protection des Groupes Vulnérables	6 927 288
Bonne Gouvernance	3 175 991
	55 748 998

* Les domaines thématiques d'interventions correspondent aux 8 effets du Plan-cadre des Nations Unies pour l'Aide au Développement (PNUAD 2018-2022) qui a été étendu en 2022 jusqu'à fin 2024.

*Les contributions des bailleurs peuvent inclure des financements sur plusieurs années.



IV. PRIORITÉS DES NATIONS UNIES DJIBOUTI PRÉVUES EN 2023

En accueillant l'année 2023, les Nations Unies à Djibouti accueillent également l'arrivée à Djibouti de l'UNESCO, qui vient d'ouvrir une représentation permanente dans le pays, bien que l'agence ait toujours été très engagée à Djibouti depuis son bureau régional à Nairobi. L'ONUSIDA a fermé son bureau dans le pays en décembre 2022, cependant le travail de lutte contre le VIH/SIDA continuera à travers le bureau de l'OMS qui reprend ces activités si pertinentes dans un pays présentant de nombreux facteurs de risques (notamment la mobilité des personnes, le pays étant un hub logistique régional et un corridor de migration).

Les équipes des Nations Unies se félicitent d'avoir été appelées à travailler conjointement avec le gouvernement Djiboutien pour renforcer la participation à l'Examen Périodique Universel sur les droits humains que la République de Djibouti présentera à Genève en novembre 2023.

Un autre exercice clé pour le pays en 2023 est le troisième Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH3), le premier depuis 2009. Cet exercice devrait fournir une large quantité de données qui permettront d'améliorer de manière tangible la qualité de l'information disponible et des analyses, pour une meilleure planification et prise de décision. L'équipe des Nations Unies continuera de travailler aux côtés de l'Institut de Statistiques pour accompagner ce processus.

Djibouti est un pays d'accueil pour les réfugiés et migrants qui transitent par le pays et les Nations Unies continueront à œuvrer aux côtés des autorités Djiboutiennes pour soutenir ces populations ainsi que les communautés hôtes qui les hébergent.

La République de Djibouti est un hub logistique pour les Nations Unies également, avec le hub régional du PAM qui sert de porte d'entrée d'une grande partie de l'assistance humanitaire à destination des populations de la Corne de l'Afrique. Le système de certification des navires à destination du Yémen, tout comme les vols de soutien aux opérations de l'ONU dans ce pays continueront à œuvrer à partir de Djibouti.

Par ailleurs, au moment où ce rapport se finalise, les projections indiquent que la saison des pluies sera, cette année encore, insuffisante et que la situation de crise humanitaire déclarée en 2022 risque de se poursuivre. Si ces prévisions se confirment dans les semaines à venir, les équipes des Nations Unies à Djibouti se tiennent d'ores et déjà prêtes à se mobiliser pour offrir l'assistance nécessaire aux populations les plus vulnérables.

Notre priorité pour l'année 2023 reste de travailler aux côtés du gouvernement Djiboutien pour la mise en œuvre du Plan National de Développement « Djibouti ICI » et la réalisation des ODD, avec la devise de ne laisser personne de côté.

Nous continuerons nos activités de renforcement des capacités institutionnelles et de la société civile dans les domaines de la santé, de l'éducation, de l'agriculture, de l'élevage et de la protection sociale. Pour assurer que l'eau et des systèmes d'assainissement soient accessibles à tous. Pour appuyer la diversification de l'économie du pays et combattre le chômage. Et enfin, mais pas des moindres, pour soutenir les efforts du gouvernement et accroître la résilience des populations aux chocs causés par le changement climatique.

ACRONYMES

AIEA	Agence Internationale de l'Energie Atomique
AMP	Aires Marines protégées
ARV	Antirétroviraux
BHCDH	Bureau du Haut-Commissariat des Droits de l'Homme
BIT	Bureau International du Travail
CEA	Commission Économique pour l'Afrique
CERF	Central Emergency Relief Fund
COAM	Centre d'Orientation et d'Assistance aux Migrants
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement
DJF	Djibouti Franc
ENV	Examen National Volontaire
EPU	Examen Périodique Universel
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
GPE	Groupe des Partenaires locaux pour l'Education
INSTAD	Institut National de Statistiques à Djibouti
IPC	Integrated Food Security Phase Classification
LEC	Learning Enhancement Centre
MGF	Mutilations Génitales Féminines
OACI	Organisation de l'Aviation Civile Internationale
ODD	Objectifs du Développement Durable
OIM	Organisation Internationale pour la Migration
OMI	Organisation Maritime Internationale
OMS	Organisation Mondiale de la Santé

ONARS	Office Nationale de l'Assistance aux Réfugiés et Sinistrés
ONUDC	Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime
ORREC	Observatoire Régional de Recherche sur l'Environnement et le
OSC	Organisations de la société civile
PAM	Programme Alimentaire Mondial
PID	Pulvérisation Intra-Domiciliaire
PND	Plan National de Développement
PNDS	Plan National de Développement Sanitaire
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
RGPH	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
SMART	Standardized Monitoring and Assessment of Relief and Transition
SNU	Système des Nations Unies
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNVIM	United Nations Verification and Inspection Mission for Yemen
UNDRR	Bureau des Nations Unies pour la Prévention des Catastrophes
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la Population
UNHCR	Agence des Nations Unies pour les Réfugiés
UNOPS	Bureau des Nations Unies pour les Services d'Appui aux Projets
VNU	Volontaire des Nations-Unies
VBG	Violence basée sur le Genre
WASH	Water, Sanitation & Hygiene

CRÉDITS

Photographie :

©ONTD ; ©INCOM Djibouti ;
 ©FAO Djibouti ; ©OIM Djibouti ;
 ©UNFPA Djibouti ; @PAM Djibouti ;
 ©PNUD Djibouti/Nathalie Belrose ;
 ©OMS Djibouti/Zeinab Ismail Abdillahi ;
 ©UNICEF Djibouti/Félix Vigné ;
 ©HCR Djibouti/ Daouda Guirou
 ©BCR Djibouti/Tarwa Amze

Production :

Tarwa Amze Hassan
 Bureau du Coordonnateur Résident
 des Nations Unies à Djibouti

© 2023 Nations Unies Djibouti



DJIBOUTI



NATIONS UNIES DJIBOUTI



8ème étage, Tour Mezz, Route de Venise,
Djibouti, République de Djibouti

Email : rcs-djibouti@un.org

Téléphone : +253 21 351361

 [https : ://djibouti.un.org](https://djibouti.un.org)

 @UNDjibouti

 @NationsUniesDjibouti

Pour télécharger ce rapport :

